

l'Organisation des Nations Unies devraient donc s'abstenir de tout contact avec les dirigeants des "foyers nationaux".

47. La délégation ougandaise réclame également la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques d'Afrique du Sud. Le Congrès panafricaniste d'Azanie et le Congrès national africain d'Afrique du Sud devraient se voir accorder le statut d'observateurs permanents auprès de l'Organisation des Nations Unies : l'Organisation manifesterait ainsi de façon appropriée qu'elle voit dans ces mouvements les représentants authentiques de la population noire de l'Afrique du Sud.

48. Enfin, la délégation ougandaise approuve les recommandations du Comité spécial contre l'*apartheid* et appuiera toutes mesures visant à les appliquer. M. Ssegirinya rend particulièrement hommage au Conseil mondial de la paix qui a décerné la médaille d'or de la paix Frédéric Joliot-Curie au Comité spécial. Ce grand honneur incitera le Comité spécial à redoubler d'efforts pour dévoiler les méfaits de l'*apartheid* devant la communauté internationale.

*La séance est levée à 16 h 55.*

## 960<sup>e</sup> séance

Lundi 20 octobre 1975, à 15 h 10.

*Président* : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.960

### POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain (*suite*)  
[A/10050-S/11638, A/10052-S/11641, A/10103-S/11708, A/SPC/174, A/SPC/L.324, A/SPC/L.325] :

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022);
- b) Rapport du Secrétaire général (A/10281)

### DISCUSSION GENERALE (*suite*)

1. M. HASSAN ADLI (Malaisie) fait observer que, malgré la désapprobation de la communauté internationale, désapprobation que celle-ci a exprimée énergiquement par la suspension du droit des représentants de l'Afrique du Sud à participer aux travaux de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale (2281<sup>e</sup> séance plénière), le régime raciste de Pretoria se refuse à abandonner sa politique déplorable. Les opposants de l'*apartheid* continuent de faire l'objet d'emprisonnements arbitraires et sont maintenus au secret pour avoir tenté de rétablir la liberté, l'égalité et la justice dans leurs pays, ce qui est considéré comme un délit.

2. Le régime de Pretoria a cherché à se donner une apparence plus respectable en amorçant un dialogue avec certains Etats africains, en offrant son aide économique et en se proposant comme intermédiaire pour résoudre le problème de la Rhodésie du Sud. Ces manoeuvres ne trompent personne, d'autant plus qu'elles s'accompagnent d'une recrudescence de l'oppression et que, dans le même temps, l'Afrique du Sud applique sa politique des "bantoustans".

3. Il incombe à l'Organisation des Nations Unies de prendre des mesures pour que l'Afrique du Sud se conforme à ses résolutions. Il est nécessaire de lutter contre l'*apartheid* sur tous les fronts : diplomatique, politique, économique, social et culturel. La communauté internationale doit appliquer rigoureusement toutes les mesures adoptées par l'ONU pour isoler le Gouvernement sud-africain et faire en sorte que celui-ci comprenne que sa politique raciste est inacceptable et constitue un grave affront à la dignité humaine.

4. La délégation malaisienne renouvelle son appui aux mouvements de libération nationale et exhorte le Gouvernement sud-africain à abandonner ses pratiques racistes avant qu'un affrontement violent ne résulte de l'écrasement permanent d'un peuple réduit en esclavage.

5. La Malaisie appuie sans réserve les mesures recommandées au chapitre II de son rapport (A/10022) par le Comité spécial contre l'*apartheid*, notamment celle qui se trouve au paragraphe 222 et qui vise à instaurer une coopération plus grande avec les pays non alignés qui ont joué et continuent de jouer un rôle très actif dans la lutte contre l'*apartheid*. La Malaisie appuie également les recommandations tendant à ce que le Comité spécial poursuive ses activités et reste en contact avec toutes les organisations susceptibles de contribuer à l'élimination de l'*apartheid* et à ce qu'une conférence ait lieu dans un pays d'Amérique latine en 1976, avec la participation de l'OUA, des mouvements de libération de l'Afrique du Sud et des organisations non gouvernementales, comme il est dit aux paragraphes 223 et 224.

6. La délégation malaisienne estime que la condamnation exprimée par la communauté internationale et la relégation de l'Afrique du Sud dans un isolement complet finiront par forcer ce pays à modifier son attitude.

7. Elle déplore que certains pays continuent à maintenir des liens avec le Gouvernement sud-africain et elle exhorte ces derniers à rompre ces liens et à respecter toutes les résolutions de l'Organisation des Nations Unies.

8. La délégation malaisienne estime qu'une attitude positive a plus de chances de donner des résultats qu'une attitude négative; elle croit le Gouvernement sud-africain capable de s'orienter dans une voie positive et de mettre son énergie au service d'une nouvelle politique réellement démocratique qui permettra aux Africains d'Afrique du Sud de participer pleinement à la vie politique, économique, sociale et culturelle de leur pays. Il convient d'espérer que ce changement s'amorcera sans délai.

9. M. GREGORIADES (Grèce) déplore que la question de l'*apartheid* reste sans solution malgré les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies et les nombreuses résolutions et décisions adoptées par la communauté internationale à des majorités écrasantes. Le racisme ainsi que toutes les formes de discrimination raciale sont diamétralement opposés à la dignité de la personne humaine. En Afrique australe, la discrimination raciale constitue une des pires manifestations de la domination d'une vaste majorité par une minorité qui se refuse purement et simplement à respecter les décisions de l'Organisation et dont l'attitude constitue un danger des plus sérieux pour la société ainsi que pour la communauté internationale.

10. La situation dans cette partie du monde ne fait que s'aggraver de jour en jour, malgré les mesures adoptées par la communauté internationale. Au mépris de tout concept démocratique et en recourant à l'usage des armes, la minorité veut imposer sa volonté à la grande majorité, qu'elle expulse de son propre territoire dans le but de modifier les caractéristiques démographiques du pays. Par une politique dite des "bantoustans", on cherche à diviser les Africains et à en faire des réfugiés dans leur propre pays.

11. La délégation grecque se range à l'avis exprimé dans son rapport par le Comité spécial, selon lequel l'*apartheid* ainsi que toutes les doctrines qui en découlent constituent un sujet de préoccupation universelle. L'un des aspects les plus tristes de cette politique est la détention arbitraire de dirigeants politiques, en l'absence de toute procédure judiciaire, pratique à laquelle la Grèce manifeste son opposition la plus totale.

12. La communauté internationale ne peut plus fermer les yeux sur le fait que la politique raciste d'*apartheid* dépasse les limites de l'Afrique du Sud et qu'en Namibie également la minorité cherche à imposer sa suprématie. La Grèce se joint à tous ceux qui s'opposent à cette politique expansionniste.

13. La délégation grecque estime que l'oeuvre réalisée par le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, auquel la Grèce a apporté sa contribution, joue un rôle très important. Elle estime, toutefois, qu'il convient d'aller au-delà et d'examiner le problème fondamental qui justifie l'existence de ce fonds. Il s'agit d'un problème moral et politique qui non seulement ne fait que s'aggraver, mais qui crée également une situation et un précédent extrêmement dangereux pour la vie internationale. On a déjà signalé les dangers qui découlent pour la communauté internationale de la non-application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies. A ceux qui pensent pouvoir se soustraire au verdict de l'opinion du monde en l'ignorant, les autres pays qui constituent la grande majorité sont là pour signaler que cela n'est plus possible.

14. M. FADHLI (Yémen démocratique) fait observer que le point 53 de l'ordre du jour concerne les actes de sauvagerie commis par une minorité blanche appuyée militairement et économiquement par certains pays développés d'Europe. Le régime raciste s'est lancé dans une campagne destinée à faire croire à la communauté internationale qu'il est disposé à abandonner sa politique d'*apartheid*

et qu'il autorise à cette fin les Sud-Africains noirs et métis à faire partie du Corps diplomatique et à se préparer à assumer des fonctions de responsabilité. La délégation du Yémen démocratique estime que toute détente avec le racisme est inacceptable et que l'unique solution consiste à reconnaître les mouvements de libération nationale et à leur offrir un appui matériel.

15. Le régime raciste a fait part de son intention d'octroyer l'indépendance au "bantoustan" du Transkaï dans le cadre de sa politique des "bantoustans", procédé raciste que la communauté internationale ne peut admettre.

16. La délégation du Yémen démocratique ne peut se satisfaire des changements mineurs qu'a apportés la minorité blanche et estime qu'il faut prendre des mesures pour assurer le transfert de tous les pouvoirs aux Africains, conformément à la volonté du peuple, et pour éliminer toutes les formes de discrimination.

17. Certains gouvernements ont profité de ce que des Etats africains étaient disposés à accepter des solutions pacifiques pour augmenter leur appui au régime raciste. L'Organisation des Nations Unies a la responsabilité d'intensifier la campagne d'information contre ces agissements et de les condamner. Certains pays, qui se considèrent comme garants des droits de l'homme, fournissent des armes à l'Afrique du Sud, et s'opposent, par leur veto, à l'application d'un embargo total sur la vente d'armes à ce pays. Le monde entier s'est indigné lorsqu'un Etat européen a exécuté cinq de ses citoyens, mais cette même presse qui a tant parlé de cet événement ne fait que peu de cas des effusions de sang qui ont lieu en Afrique du Sud. Le Yémen démocratique a été l'un des premiers signataires de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et il a également signé, en 1974, la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*. La délégation du Yémen démocratique prie instamment les Etats Membres de signer et de ratifier ces conventions afin d'intensifier l'appui moral et financier aux Africains persécutés.

18. Les paragraphes 66 et 205 du rapport du Comité spécial mettent en évidence l'importance des relations qui existent entre le régime raciste sud-africain et le sionisme. Les Etats africains ont compris la relation qui existe entre les souffrances de la population noire d'Afrique du Sud et celles du peuple palestinien dans les territoires occupés par Israël, et ils ont approuvé le projet de résolution adopté par la Troisième Commission à sa 2134<sup>ème</sup> séance le 17 octobre 1975<sup>1</sup>, où il est affirmé que le sionisme est une forme de discrimination raciale.

19. La délégation du Yémen démocratique rend hommage à l'Australie et au Mexique, qui ont refusé que des équipes sportives de leurs pays participent à des rencontres avec des équipes sud-africaines, ainsi qu'aux pays arabes producteurs de pétrole qui ont refusé d'exporter du pétrole vers l'Afrique du Sud.

20. Le succès rencontré par la campagne d'information menée par les Etats épris de paix pour révéler au monde

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, trentième session, Annexes, point 68 de l'ordre du jour, document A/10320, par. 27, projet de résolution III.

entier les actions de certains Etats qui ne se conforment pas aux principes dont ils se réclament montre que la solution fondamentale du problème de l'*apartheid* réside dans l'action concertée aux niveaux local et international.

21. M. LAI Ya-li (Chine) déclare que de nombreux pays du tiers monde ont pris la parole pour condamner les racistes blancs d'Afrique du Sud pour leurs crimes et leur prétendue adhésion à la politique de détente. La Chine appuie ces pays et estime qu'au cours de l'année écoulée les peuples d'Afrique ont considérablement progressé dans leur lutte unie contre le colonialisme. Les peuples de Sao Tomé-et-Principe, du Mozambique, du Cap-Vert et les Comores ont accédé à l'indépendance, et le colonialisme portugais est en train de succomber après près de cinq siècles de domination. Le peuple du Zimbabwe a porté des coups sévères à l'ennemi; le peuple de Namibie s'est opposé au projet d'élections dans les "bantoustans" et à la "conférence constitutionnelle" envisagée par les autorités sud-africaines; enfin, le peuple d'Azanie a réalisé de nouveaux progrès contre l'*apartheid* et la discrimination raciale.

22. Il est manifeste que les autorités coloniales blanches sont isolées et que la situation internationale évolue en faveur des peuples d'Afrique et contre le colonialisme, le racisme, le sionisme et l'hégémonie des grandes puissances. Cependant, l'histoire a prouvé qu'aucune force réactionnaire ne quitte le pouvoir de son propre gré, et, à cet égard, le régime sud-africain ne fait pas exception. C'est pourquoi il a recours à la fraude politique et à la répression violente pour se maintenir en place.

23. Depuis un an, Vorster prêche la "détente" et se déclare même disposé à dialoguer et à coopérer avec les pays africains et à leur fournir une aide économique. A l'annonce de cette intention, certains organes de propagande impérialistes ont donné une grande publicité à ces manoeuvres, en les qualifiant de "changements positifs". Cependant, le même Vorster a déclaré que la domination blanche en Afrique du Sud ne pourrait pas être remise en question et que l'Afrique du Sud devait continuer à jouer le rôle de tuteur de l'Afrique australe. Cela revient à dire que le gouvernement réactionnaire d'une poignée de racistes blancs est sacré et inviolable et qu'il prétend en outre dominer toute l'Afrique australe. C'est pour cette raison qu'il a renforcé ses effectifs militaires et ses moyens de répression. Il suffit de dire que le budget militaire de l'Afrique du Sud pour 1975/76 est trois fois plus élevé que celui de 1971/72. La répression s'est elle aussi accrue et la politique des "bantoustans", en vertu de laquelle 70 p. 100 de la population se voient obligés de vivre dans un septième du territoire, s'est intensifiée.

24. Comme si cela ne suffisait pas, le régime raciste collabore avec le régime Smith en Rhodésie du Sud pour étouffer la lutte du peuple du Zimbabwe. Il est donc évident que les changements proclamés par Vorster ne sont rien d'autre qu'un stratagème destiné à miner l'unité des Etats africains, à diviser les mouvements de libération et à réprimer la lutte pour la liberté et l'indépendance. Comme on l'a récemment fait remarquer à la douzième session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, tenue à Kampala du 28 juillet au 1<sup>er</sup> août

1975, la prétendue détente de Vorster n'est qu'une manoeuvre visant à désarmer les combattants de la liberté.

25. L'attitude arrogante et hostile que les colonialistes blancs osent adopter tient à la nature colonialiste, mais elle est aussi inséparable de l'appui que leur prêtent les superpuissances et les pays impérialistes qui possèdent d'importants intérêts en Afrique du Sud.

26. A ce sujet, l'orateur rappelle que l'une de ces superpuissances, avec deux autres pays, a exercé son droit de veto à deux reprises en moins d'un an pour protéger les autorités sud-africaines. En même temps, l'autre superpuissance proclame que la détente est la panacée qui permet de résoudre tous les problèmes, alors que son but véritable est de dissimuler ses propres préparatifs de guerre et de poursuivre sa lutte pour l'hégémonie contre l'autre superpuissance.

27. L'*apartheid* n'est pas inhérent à l'Afrique du Sud. Il est apparu dans ce pays à partir du XVII<sup>e</sup> siècle, avec l'arrivée des colonisateurs, et ses racines sont donc dans le système colonial. Le racisme est aussi une forme de colonialisme. Au cours des 30 dernières années, l'Organisation des Nations Unies a approuvé de nombreuses résolutions, dont certaines ont servi à informer l'opinion publique et à isoler l'Afrique du Sud. Mais la nature même du racisme ne changera pas. L'unique solution est que le peuple d'Azanie utilise des tactiques révolutionnaires pour renverser les racistes, car, comme l'a dit un représentant africain devant la Commission, ce n'est que par la violence que l'on peut lutter contre la violence. L'avenir de l'Afrique du Sud est entre les mains du peuple d'Azanie et non d'une poignée de racistes blancs, et la délégation chinoise est convaincue que la victoire couronnera finalement les efforts de ce peuple.

28. M. AL-HADDAWI (Irak) souhaite la bienvenue aux nouveaux membres de la Commission et félicite le Président et les autres membres du Bureau de leur élection.

29. Le racisme, sous toutes ses formes, est contraire à la culture et à la civilisation musulmanes; aussi l'Irak condamne-t-il l'*apartheid* en Afrique du Sud et partout ailleurs. L'*apartheid* est un crime contre la morale et il est difficile de comprendre comment il peut continuer à exister. Cela dit, l'*apartheid* ne se limite pas à la domination de la minorité blanche sur la majorité africaine. C'est une politique de répression, qui prive la population autochtone de tous ses droits, qui l'exploite sur sa propre terre, laquelle est singulièrement riche et fertile. La majorité africaine en Afrique du Sud vit — nous en avons des preuves innombrables — dans des conditions tragiques.

30. L'Irak n'entretient aucune relation avec le régime raciste et a interdit les exportations de pétrole vers l'Afrique du Sud et toutes les importations en provenance de ce pays. Le Gouvernement irakien respecte toutes les résolutions de l'Organisation des Nations Unies; il a signé et ratifié la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*. En outre, le Gouvernement irakien tient l'opinion publique du pays informée des conséquences funestes de la discrimination raciale et des pratiques

odieuses du racisme. L'Irak a répondu favorablement à l'appel de la Commission politique spéciale et a versé une contribution au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud.

31. Il est évident que le Gouvernement raciste de l'Afrique du Sud est responsable de la situation actuelle dans ce pays, mais quelques-uns des Membres de l'Organisation des Nations Unies ne le sont pas moins. Quelques grandes puissances, par exemple, maintiennent des relations économiques et commerciales avec l'Afrique du Sud et d'autres vont même jusqu'à lui fournir des armes. Il suffit aussi de rappeler que certains membres du Conseil de sécurité n'ont pas répondu à l'attente de la grande majorité des peuples et ont préféré ne pas expulser l'Afrique du Sud de l'Organisation des Nations Unies. En adoptant une position ambiguë envers le régime raciste, on l'encourage à continuer sa politique de répression et de défi vis-à-vis de l'Organisation des Nations Unies.

32. Devant une telle situation, il convient de rappeler que la paix est inséparable de la sécurité. Pour consolider la paix internationale, il faut donner les garanties propres à assurer l'indépendance politique et économique de tous les peuples, et il n'y aura donc pas de paix si la discrimination raciale n'est pas éliminée.

33. Les peuples épris de paix ont consenti de grands sacrifices pour obtenir la liberté, l'indépendance et la souveraineté nationale, mais ils ne sont pas encore au bout de leurs efforts, car la lutte pour l'élimination de l'impérialisme et du colonialisme doit continuer. En ce sens, le sort tragique du peuple sud-africain est fort semblable à celui du peuple palestinien. En effet, on pourrait dire que ce qui s'applique à la minorité blanche d'Afrique du Sud vaut également pour la minorité sioniste d'Israël. Le sionisme pratique la discrimination raciale envers les Palestiniens et applique des lois injustes qui n'ont rien à envier au *Terrorism Act* de l'Afrique du Sud. En vertu des lois d'Israël, la population est classée en quatre groupes; le premier groupe comprend les juifs européens et américains, le deuxième, les juifs d'Asie et d'Afrique du Nord, le troisième, les juifs noirs et le dernier, les Arabes de Palestine, qui sont les habitants légitimes du territoire. Le peuple du Zimbabwe, celui de Namibie et celui de Palestine sont tous des victimes du même fléau, la discrimination raciale.

34. M. Al-Haddawi réitère l'appui qu'apporte l'Irak au projet de résolution A/SPC/L.325 relatif à la solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud, et prie instamment les membres de la Commission de l'approuver à l'unanimité. Il espère ainsi que la pression exercée sur le régime sud-africain obligera celui-ci à libérer tous les prisonniers politiques. Il invite également tous les membres qui ne l'ont pas encore fait à ratifier la convention sur l'élimination de la discrimination raciale et celle sur le crime d'*apartheid*.

35. M. HARRIMAN (Nigéria) dit que s'il est évident que la quasi-totalité des gouvernements condamnent l'*apartheid* il subsiste malheureusement une grande différence entre les déclarations des représentants de nombreux pays et les agissements de leurs gouvernements. Il est difficile de comprendre cette position de condamnation verbale et

d'appui concret à l'égard d'un régime qui viole quotidiennement tous les droits fondamentaux de l'homme, à l'égard de ce groupe de racistes inhumains et insensibles, dont l'unique préoccupation est de se maintenir au pouvoir en ayant recours au génocide systématique de la population non blanche d'Afrique du Sud.

36. Lorsqu'à sa vingt-neuvième session l'Assemblée générale a refusé à la délégation raciste le droit de participer à ses débats, elle a pris une première mesure positive pour se débarrasser de ce fléau. Mais les trois membres permanents du Conseil de sécurité ont opposé leur veto à l'expulsion totale du régime sud-africain. Aussi l'*apartheid* survit-il grâce à la collaboration de divers pays qui considèrent que ce régime répugne à leur conscience, mais non à leur portefeuille. Ni le Nigéria ni l'OUA ne se sont laissés abuser par les stratagèmes de Vorster pas plus que par ses promesses de "dialogue" et de "détente", car il est manifeste qu'en réalité le régime sud-africain intensifie la répression. Le Nigéria accueillerait volontiers toute initiative visant à régler le problème par des moyens pacifiques, mais estime qu'il faudrait d'abord que Vorster prouve sa sincérité en entamant des conversations avec la population non blanche d'Afrique du Sud sur un pied d'égalité. La libération des prisonniers politiques serait un début favorable. L'application implacable des nombreuses lois répressives approuvées par les divers gouvernements sud-africains depuis 1948, qui attentent aux droits fondamentaux et à la vie des Africains, a posé des problèmes humanitaires particuliers à la communauté internationale, qui doit secourir les familles des patriotes injustement persécutés. A cet égard, la délégation nigériane remercie les pays, organisations et particuliers qui ont versé des contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, et lance un appel à tous les Etats Membres pour qu'ils en fassent autant.

37. Le Nigéria est convaincu que l'active collaboration économique et militaire entretenue avec le régime raciste d'Afrique du Sud — que corroborent de nombreux témoignages publiés par le Comité spécial contre l'*apartheid* — a contribué au maintien de l'*apartheid*. Des pays comme les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni, la République fédérale d'Allemagne, la France, la Suisse et le Japon ont investi des sommes considérables en Afrique du Sud dans les secteurs minier et industriel, et des organismes internationaux comme la Banque mondiale et le FMI jouent un rôle important dans l'économie sud-africaine. Il y a, par ailleurs, une certaine ironie à ce qu'Israël, dont les ressortissants ont été victimes d'un gouvernement raciste et fasciste, soit aujourd'hui l'allié du régime sud-africain et que les Etats-Unis d'Amérique, qui se considèrent comme le défenseur de la démocratie, maintiennent des relations économiques qui vont à l'encontre des principes énoncés dans leur constitution. Le régime sud-africain parle de "dialogue" et de "détente", mais en réalité il renforce sa puissance militaire. Depuis 1964, date à laquelle le Royaume-Uni a imposé un embargo sur les armes destinées à l'Afrique du Sud, c'est la France qui est devenue le principal fournisseur militaire du régime fasciste. La délégation nigériane se félicite de ce que le Président de la République ait déclaré que la France ne vendrait pas à l'Afrique du Sud d'armes à usage continental mais soulignerait que le Gouvernement français cesse toutes les ventes d'armes de tous types au régime sud-africain.

38. La République fédérale d'Allemagne a elle aussi intensifié sa collaboration militaire avec le régime sud-africain et on possède même des renseignements sur sa participation au programme nucléaire de l'Afrique du Sud. Le Gouvernement nigérian a manifesté son opposition sans réserve à une telle coopération qui mettrait le régime sud-africain en mesure d'exercer un chantage nucléaire. En outre, l'Afrique du Sud n'est pas partie au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et n'hésiterait donc pas à utiliser sa puissance nucléaire à des fins militaires en violation des dispositions de la résolution 2033 (XX) de l'Assemblée générale, qui demande à tous les Etats de respecter le continent africain en tant que zone dénucléarisée.

39. La délégation nigériane déplore l'active collaboration militaire de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN) avec l'Afrique du Sud, notamment sa participation au projet *Advokaat*. Certains membres de l'OTAN allèguent que cette collaboration vise à assurer la sécurité dans l'océan Atlantique sud et dans l'océan Indien, mais la transformation de l'Afrique du Sud en première puissance de l'hémisphère sud constitue une menace réelle pour les Etats riverains de la zone.

40. L'Organisation des Nations Unies se doit d'éliminer cette menace à la paix et à la sécurité internationales en adoptant des mesures énergiques et efficaces. Elle doit insister auprès de tous les Etats intéressés pour qu'ils respectent ses résolutions et cessent toute coopération militaire et économique avec le régime de l'*apartheid*. Il faut renforcer l'embargo sur les armes à destination de l'Afrique du Sud, instituer l'embargo sur les fournitures de pétrole et interdire toute coopération avec l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire. L'Organisation des Nations Unies doit appuyer le peuple sud-africain opprimé en isolant davantage le régime de l'*apartheid*, en condamnant la politique des "bantoustans", en faisant une large publicité aux méfaits de l'*apartheid* et en priant instamment les Etats Membres de ne pas reconnaître les prétendus "foyers nationaux" indépendants. Il conviendrait en outre d'envisager la possibilité de faire représenter l'Afrique du Sud par les représentants authentiques de sa population. La délégation nigériane estime que le Groupe de l'*apartheid* pourrait obtenir des résultats très positifs s'il disposait de ressources plus importantes, et c'est pourquoi elle s'associe au Rapporteur du Comité spécial contre l'*apartheid* pour prier, comme il l'a fait à la 951<sup>e</sup> séance, tous les Etats Membres de contribuer généreusement au Fonds d'affectation spéciale du Groupe.

#### EXAMEN DE PROJETS DE RESOLUTION (A/SPC/L.324, A/SPC/L.325)

41. Le PRESIDENT annonce que le Bhoutan s'est porté coauteur du projet de résolution A/SPC/L.325.

42. M. TELLMANN (Norvège) suggère que la Commission approuve par consensus les projets de résolution publiés sous les cotes A/SPC/L.324 et A/SPC/L.325 et relatifs, le premier au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, le second, à la solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud.

43. M. HECKSCHER (Suède) propose formellement que les deux projets de résolution fassent l'objet d'un consensus.

44. Le PRESIDENT dit qu'en l'absence d'objection il considérera que la Commission décide d'adopter le projet de résolution A/SPC/L.324.

*Le projet de résolution A/SPC/L.324 est adopté par consensus.*

45. Le PRESIDENT dit qu'en l'absence d'objection il considérera que la Commission décide d'adopter le projet de résolution A/SPC/L.325.

*Le projet de résolution A/SPC/L.325 est adopté par consensus.*

46. M. BRIGHTY (Royaume-Uni) dit que si sa délégation s'est jointe au consensus dont a fait l'objet le projet de résolution relatif à la solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud (A/SPC/L.325), c'est qu'elle juge inadmissible qu'une personne soit persécutée pour ses opinions ou ses convictions. De l'avis de la délégation britannique, le *Terrorism Act* et les autres lois répressives mentionnées au paragraphe 2 constituent un moyen de renforcer une politique abominable, qui interdit à l'ensemble de la population sud-africaine de participer aux affaires de son pays. Néanmoins, la délégation britannique a quelques réserves à formuler au sujet du texte de ce projet de résolution. Elle appuie l'appel à l'amnistie dans la mesure où celle-ci viserait des actes ne constituant pas les délits de droit commun et, selon son interprétation, quand il est question de lutte il ne peut s'agir que de lutte pacifique.

47. S'agissant du projet de résolution A/SPC/L.324, le représentant du Royaume-Uni dit que son pays a déjà contribué au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud et qu'il continue de contribuer au Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe, ainsi qu'au Fonds des Nations Unies pour la Namibie, mais qu'il se réserve le droit d'envisager ses futurs versements indépendamment de ladite résolution.

48. M. VROON (Pays-Bas) dit que sa délégation s'est jointe au consensus sur le projet de résolution relatif à la solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud (A/SPC/L.325), parce qu'elle désire qu'il soit mis fin à la persécution des personnes en Afrique du Sud pour motif d'opposition à la politique néfaste de l'*apartheid*. Si elle rejette entièrement le système d'*apartheid*, la délégation néerlandaise souligne qu'il ne s'agit pas en Afrique du Sud d'une situation de type colonial. Compte tenu du sens particulier que prennent les expressions "mouvements de libération" et "liberté et autodétermination" dans un contexte colonial, M. Vroon tient à signaler, premièrement, que les mouvements sud-africains dont il est question au préambule dudit projet de résolution sont des mouvements locaux qui ont pour objectif l'émancipation et l'égalité des droits; deuxièmement, que la lutte du peuple sud-africain mentionnée au paragraphe 2 est une lutte pour la liberté politique et pour pouvoir participer sans aucune restriction, sans distinction de couleur ou d'origine ethnique, à la détermination du destin du pays, troisièmement, que les

lois et pratiques répressives en Afrique du Sud frappent tous les adversaires de l'*apartheid*, quelle que soit la couleur de leur peau, et par conséquent que tous ceux-ci font partie du peuple opprimé d'Afrique du Sud dont il est question au préambule et au paragraphe 1 du dispositif.

49. M. RUDOLPH (République fédérale d'Allemagne) dit que, bien qu'il se soit joint au consensus, il a certaines réserves à formuler à propos de l'énoncé du dernier alinéa du préambule et du paragraphe 2 du projet de résolution A/SPC/L.325, où l'on a utilisé des termes qui conviendraient s'il s'agissait d'un problème de décolonisation, alors que ce n'est pas sous cet angle que son pays envisage la question de l'*apartheid*. Bien qu'elle eût préféré l'énoncé du projet initial, qui mentionnait tous les opposants de l'*apartheid* en Afrique du Sud, la délégation de la République fédérale d'Allemagne approuve l'idée centrale et les objectifs politiques du projet de résolution.

50. M. BANGO BANGO (Zaïre) fait observer que, bien que son pays se soit porté coauteur du projet de résolution A/SPC/L.325, il ne figure pas sur la liste des auteurs.

51. Le PRESIDENT signale que divers pays, y compris le sien, n'ont pas été portés sur la liste des auteurs du projet de résolution A/SPC/L.325, mais que leurs noms ont été annoncés et consignés dans les comptes rendus analytiques de la Commission.

52. M. SIEV (Irlande) exprime l'appui de sa délégation au projet de résolution A/SPC/L.325. Le Gouvernement sud-africain a créé des lois destinées non seulement à punir ceux qui enfreignent les règlements inhumains du système d'*apartheid*, mais aussi à réprimer ceux qui luttent pour changer le système. La communauté internationale a une dette envers ces hommes et ces femmes courageux qui s'efforcent de transformer l'Afrique du Sud, tout en sachant qu'ils s'exposent à de grandes souffrances. Les activités récentes du Gouvernement sud-africain démontrent qu'il continue de croire que la répression peut étouffer l'opposition. En refusant de donner au peuple la possibilité d'exprimer ouvertement ses opinions et de contribuer à la réalisation de changements par des moyens pacifiques, le Gouvernement sud-africain court de plus en plus le risque d'obliger ce peuple à recourir à la violence. La délégation irlandaise estime que la libération des prisonniers politiques est une condition nécessaire à l'ouverture d'entretiens entre les représentants de tous les groupes et de toutes les tendances d'opinion en Afrique du Sud afin de réaliser les transformations fondamentales nécessaires. L'Irlande n'absout pas les actes de violence passés, et elle ne cherche pas à les encourager à l'avenir. Si la délégation irlandaise a appuyé le projet de résolution, dans lequel on aurait peut-être pu établir une distinction plus nette entre la situation de l'Afrique du Sud et les situations de type colonial classique, c'est parce qu'elle est convaincue que si elles ne se conforment pas aux prescriptions du projet de résolution que la Commission vient d'adopter, les autorités sud-africaines accroîtront le danger d'un recours futur à la violence.

53. Une fois de plus, la délégation irlandaise rend hommage aux personnes incarcérées pour leurs opinions et exprime l'espoir que la solidarité de la communauté internationale les aidera à supporter leur infortune.

54. M. RENS (Belgique) dit qu'en s'unissant au consensus sur le projet de résolution relatif à la solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud (A/SPC/L.325) la délégation belge a été fidèle à l'attitude qui est la sienne depuis des années et qui l'a amenée à se porter coauteur du projet de résolution sur le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud (A/SPC/L.324). Cependant, le représentant de la Belgique formule quelques réserves au sujet de certains paragraphes du projet de résolution A/SPC/L.325. Le paragraphe 2 aurait gagné à ne pas inclure la notion d'autodétermination, qui correspond plutôt aux situations de type colonial. Au paragraphe 3, on aurait pu indiquer le type de lutte dont on parlait et l'on aurait dû préciser que celle-ci s'inscrivait dans le cadre des principes de la Charte des Nations Unies. Au paragraphe 4, il aurait fallu définir le caractère des "actes découlant" de l'opposition à l'*apartheid*. La délégation belge estime que ces précisions auraient accru le poids moral du projet de résolution, mais elle appuie sans réserve l'appel humanitaire lancé au Gouvernement sud-africain dans l'espoir qu'il sera entendu.

55. M. QUENTIN (France) dit que sa délégation a déjà eu l'occasion d'exprimer de sérieuses réserves au sujet de certains passages du projet de résolution A/SPC/L.325. Si la délégation française ne s'est pas opposée à une décision par consensus dans le cas dudit projet de résolution, c'est que celui-ci répond aux préoccupations de la France, notamment sur le plan humanitaire. La délégation française tient à lancer un appel supplémentaire au Gouvernement sud-africain pour que celui-ci libère tous les prisonniers incarcérés en raison de leur opposition à la politique d'*apartheid*.

56. M. GALLAGHER (Canada) dit que sa délégation appuie l'appel lancé à l'Afrique du Sud pour que celle-ci mette fin à la persécution des Africains noirs, pour qu'elle reconnaisse leurs droits et qu'elle les autorise à participer pleinement à la vie de leur pays. Cependant, si la délégation canadienne a appuyé le projet de résolution A/SPC/L.325, c'est qu'elle a cru comprendre qu'il s'agissait dans ce projet des combattants de la liberté condamnés en vertu de lois injustes, et non des personnes incarcérées pour des faits qu'une société respectueuse de la liberté de son peuple qualifierait de délits.

57. Le PRESIDENT invite le représentant du Congrès panafricaniste (PAC) d'Azanie à prendre la parole.

58. M. SIBEKO (Observateur, Congrès panafricaniste d'Azanie), après avoir remercié la Commission d'avoir adopté les projets de résolution relatifs aux prisonniers politiques d'Afrique du Sud et au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, dit que les réserves exprimées par certaines délégations au sujet du libellé de ces projets constituent un appui au gouvernement de Vorster, qui pourra les citer pour indiquer à ses partisans qu'ils n'ont rien à craindre de l'Organisation des Nations Unies, puisque leurs amis occidentaux ne les abandonneront pas. Vorster a déclaré qu'il ne changerait pas sa politique et c'est son intransigeance qui oblige les mouvements de libération sud-africains à lutter jusqu'à la mort pour instaurer un gouvernement démocratique dans ce pays.

59. Si l'on distingue entre les délinquants de droit commun et les personnes détenues pour leur opposition à

*l'apartheid*, on ne manifeste aucune solidarité, puisque pour Vorster il n'existe que des délinquants de droit commun.

60. Le problème du caractère colonial de l'Afrique du Sud est une question brûlante pour le peuple azanien. Ceux qui doutent du caractère colonial de l'Afrique du Sud devraient lire un mémorandum rédigé par le PAC à l'intention de l'OUA, dans lequel est expliqué le statut juridique de l'Afrique du Sud. Le Groupe de *l'apartheid* a mis ce document à la disposition des membres de la Commission.

61. Quand le Royaume-Uni a transféré l'autorité à une petite minorité blanche étrangère, il n'a pas réellement accordé l'indépendance au pays, mais a confié le pouvoir colonial à une minorité. L'Afrique du Sud envisage maintenant de donner l'indépendance à un Groupe de "bantoustans" créés pour la commodité du régime raciste. Seul un Etat colonial peut accorder l'indépendance à certaines parcelles de son territoire.

62. Bien qu'ils ne l'aient pas fait publiquement, certains ont également mis en doute la représentativité démocratique du PAC. Vorster a interdit et le PAC et le Congrès national africain d'Afrique du Sud mais, s'il autorisait le libre exercice de la démocratie, on verrait clairement qui

représente la majorité. Finalement, il convient de rappeler que le Mozambique, le Cap-Vert et la Guinée-Bissau ont atteint leurs objectifs en ayant recours à la violence. Si l'Organisation des Nations Unies les a admis en son sein, elle ne peut nier le droit des peuples à recourir à la violence pour obtenir l'indépendance.

#### *Organisation des travaux de la Commission*

63. Le PRESIDENT après avoir indiqué que tous les orateurs inscrits pour la séance ont pris la parole, rappelle qu'une soixantaine de délégations doivent encore prendre part à la discussion générale sur la question de *l'apartheid*, et il suggère qu'il n'y ait plus, à partir de la prochaine séance, qu'une seule liste d'orateurs qui prendront successivement la parole jusqu'à l'achèvement de la discussion générale.

64. Le PRESIDENT dit qu'en l'absence d'objections il considérera que la Commission accepte sa suggestion.

*Il en est ainsi décidé.*

*La séance est levée à 17 heures.*

## 961<sup>e</sup> séance

Mardi 21 octobre 1975, à 10 h 45.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.961

### POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain (*suite*)  
[A/10050-S/11638, A/10052-S/11641, A/10103-S/11708, A/SPC/174] :

- a) Rapport du Comité spécial contre *l'apartheid* (A/10022);
- b) Rapport du Secrétaire général (A/10281)

#### DISCUSSION GENERALE (*suite*)

1. M. BENUZZI (Italie) réaffirme que sa délégation condamne *l'apartheid* sans réserve, aussi bien dans sa théorie que dans ses pratiques.

2. L'Afrique du Sud avait promis à l'Organisation des Nations Unies de réformer le système d'*apartheid*; or l'injustice demeure une caractéristique de la vie dans ce pays et une vague de répression cruelle s'est abattue sur la population non blanche ainsi que sur les libéraux blancs. Après la manière positive dont le régime sud-africain s'était comporté à l'égard du problème de la Rhodésie du Sud, cette vague de répression a surpris et déçu.

3. Ce qui détermine la position de l'Italie vis-à-vis de *l'apartheid*, c'est son attachement aux principes constitutionnels et démocratiques, ainsi qu'aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. L'emprisonnement, en Afrique du Sud, de milliers d'êtres humains pour des raisons

politiques constitue une des tragédies de l'époque actuelle. La délégation italienne compatit avec tous les prisonniers politiques d'Afrique du Sud et d'ailleurs.

4. La délégation italienne note avec satisfaction que le Comité spécial contre *l'apartheid* s'est limité dans son rapport (A/10022) à l'examen des faits et s'est abstenu d'émettre des allégations imprécises. Cependant, la délégation italienne regrette que le rapport, où il est fait état de l'annulation d'événements sportifs en Italie auxquels des équipes sud-africaines devaient participer, ne contienne en revanche pas la moindre allusion à la fermeture récente des bureaux d'immigration du Gouvernement sud-africain à Rome et à Milan sur demande officielle du Gouvernement italien. C'est là une mesure importante, où s'exprime la décision du Gouvernement italien de décourager l'émigration italienne vers l'Afrique du Sud. Cette décision a entraîné l'arrêt total de l'émigration, à l'exception de quelques cas isolés où il s'agissait de permettre à des personnes de rejoindre leur famille.

5. C'est également avec satisfaction que la délégation italienne constate que les gouvernements aussi bien que les organisations non gouvernementales ont coopéré avec le Comité spécial contre *l'apartheid* au cours de l'année écoulée. L'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN) et la Communauté économique européenne en particulier ont coopéré avec le Comité spécial en lui fournissant des renseignements et des éclaircissements à